

ENDIGUER L'IMMIGRATION

Crève ou marche!



Le ministre de la coopération Jean-Louis Schiltz en visite au Mali. Pays cible de l'aide au développement luxembourgeoise, le Mali est aussi le pays d'origine de nombreux migrants.

(photo: christophe olinger/SIP)

Afin d'amener les pays d'origine et de transit des migrations à collaborer, l'Union européenne envisage de faire du chantage sur l'aide au développement accordée.

Un président accueilli en grande pompe, une semaine culturelle présentant des artistes maliens, une présentation convaincante des projets luxembourgeois d'aide au développement. Le double lien qui rattache les pays du Sud aux pays du Nord est merveilleusement symbolisé par la célébration de la semaine du Mali qui vient de s'achever. Car au même moment, dans le détroit de Gibraltar, d'autres Maliens cherchent à rejoindre le continent européen sur de frêles embarcations. Tandis que dans les capitales européennes, des costume-cravate réfléchissent aux meilleurs moyens de les en empêcher.

Les deux liens, celui de la coopération et celui de la migration, peuvent interagir - pour le meilleur et pour le pire. "Pas d'aide pour les pays en développement s'ils n'obéissent pas aux conditions migratoires de l'UE!" Il ne s'agit pas d'une revendication, mais d'un cri d'alarme lancé il y a quelques jours par Concord, la confédération européenne des ONG de développement. Certains pays, menés par Malte, souhaiteraient introduire une nouvelle conditionnalité dans la politique de dévelop-

pement de l'Union européenne: les pays bénéficiant d'aides devraient s'engager à rapatrier leurs migrant-e-s non admises dans les pays européens. Concord met en garde contre une telle instrumentalisation de la politique de coopération: "En effet, si l'UE stoppe ses efforts dans les pays en développement (...), cela se fera au détriment des populations pauvres, ce qui ironiquement encouragera encore plus l'immigration." Aux yeux des ONG de développement, le rôle de la coopération est plutôt de faire disparaître, à long terme, les causes de l'émigration massive comme la pauvreté, l'oppression et l'insécurité.

Echange inégal

La tendance actuelle, au niveau de l'Union comme dans les pays membres, est plutôt de subordonner la politique de développement, comme les autres domaines de politique extérieure, aux objectifs de la politique anti-immigration. Cela conduit à une entente cordiale avec des pays comme la Tunisie ou la Libye, alors que l'Union européenne s'est donné des conditionnalités assez strictes en matière de droits humains. Ainsi l'embargo sur les armes contre la Libye a été levé, afin que l'Italie puisse livrer les matériels militaires nécessaires à l'interception de groupes de migrants clandestins.

Le Luxembourg a également fourni un bel exemple de cette subordination des politiques de développement. Le voyage du ministre des Affaires étrangères au Nigéria à la mi-novembre a été couronné par la signature d'un accord de réadmission. Non seulement le Nigéria fournira des titres de voyage pour des demandeur-se-s d'asile débouté-e-s, mais il collaborera aussi à la détermination de l'identité des réfugié-e-s. Le Luxembourg, en échange, apportera un soutien financier à la lutte contre le crime organisé transfrontalier ... et à celle contre la maladie du sida. La présentation conjointe de ces initiatives, lors d'une confé-

rence de presse, conduit à s'interroger: à défaut d'accord de réadmission, notre gouvernement aurait-il bloqué les fonds destinés à l'action contre le sida?

Mais en langage diplomatique, on ne parle pas de chantage. Ce serait plutôt une amélioration de la cohérence des politiques de coopération et de migration. Ainsi les conclusions du Conseil européen des Relations extérieures du début de semaine ne mentionnent pas la conditionnalité tant redoutée par Concord. Au contraire, on y lit même des considérations sur l'utilité des migrations, tant pour le pays de départ que pour celui d'arrivée. Mais on y trouve aussi des formulations vagues qui ouvrent la porte à tous les chantages: "Le Conseil insiste sur l'importance de refléter adéquatement les sujets liés aux migrations aussi bien dans les politiques extérieures que dans le cadre politique général de l'UE et dans ses dotations financières."

Parfois le message est plus clair: à quelques jours du sommet euro-méditerranéen à Barcelone, la commissaire Benita Ferrero-Waldner vient d'annoncer un doublement des aides accordées aux pays partenaires. A condition, bien entendu, que ces pays intensifient leur lutte contre les flux d'immigration illégale. Si l'idée d'espace méditerranéen de coprosperité évoquée par la commissaire peut paraître sympathique, la condition qu'elle y met s'avérera néfaste. Au lieu de renforcer les libertés citoyennes et l'esprit d'ouverture dans les pays du Maghreb, l'Union européenne est en train de favoriser les appareils policiers et la xénophobie à l'égard des Africains noirs.

Assistance à la construction de murs

Du côté des ONG luxembourgeoises, la prise de conscience de ces évolutions n'en est qu'à ses débuts. La Caritas, active aussi bien en matière d'aide internationale que de soutien aux réfugié-e-s, renvoie à son exigence d'inconditionnalité pour l'apport d'aide humanitaire. Du côté du Cercle des ONG de développement, pas de position officielle. Le secrétaire, Mike Matthias, analyse: "Face au défi des migrations massives, il faut que les pays de transit prennent leur part de responsabilité, mais pas de la manière dont le Maroc l'a fait. Eriger des camps de rétention dans les pays du Sud, c'est combattre les symptômes. Le rôle de l'aide au développement, c'est au contraire de lutter contre les causes des migrations."

Longtemps les citoyen-ne-s européen-ne-s ont eu en horreur le Mur, celui de Berlin et de la frontière inter-allemande. La mise en place de la "Forteresse Europe" n'a pas provoqué une indignation comparable, peut-être parce qu'il s'agissait d'un mur empêchant les gens d'entrer - l'image de la place forte est moins détestable que celle de la prison. Désormais, sous direction européenne, les pays du Sud construiront des murs en tout point comparables à celui de Berlin: ils assigneront à résidents leurs propres citoyen-ne-s. Est-ce le monde dans lequel nous voulons vivre?

Raymond Klein

REACH- Schlupflöcher bleiben offen

Unter Druck angeblich, um zwischen Umweltschutz, Verbraucherinteressen und Wettbewerbsfähigkeit der Industrie zu vermitteln, hat das EU-Parlament am 17. November die neue EU-Chemikalienpolitik REACH verabschiedet. Das zur Abstimmung eingereichte Dokument gilt als Kompromiss zwischen der christlichen, liberalen und sozialdemokratischen Fraktion. Als "faulen Kompromiss" bezeichnen Umweltverbände und Grüne das Ergebnis. Es widerspräche der Vorlage des europäischen Umweltausschusses und der Position der Luxemburger Regierung. Die grossen Fraktionen hätten zu weitgehende Zugeständnisse an die Chemieindustrie gemacht: Zwar sei die verpflichtende Substitution von gefährlichen Stoffen ein Teilerfolg - jedoch würde das Grundprinzip von REACH, die Beweislastumkehr für Stoffe, die nur in geringen Mengen vorliegen, ausgehöhlt. Hier wären nahezu keine Gesundheitstests nötig, um den produzierenden Mittelstand vor zu hohen Kosten und zu viel Bürokratie zu schützen. So entfallen Datenforderungen für nahezu zwei Drittel der Chemikalien mit einer Jahresproduktion von 1-10 Tonnen. Gehofft wird nun, dass die REACH-Schlupflöcher, die auf der Ebene der allgemeinen Registrierung von chemischen Stoffen entstanden sind, durch den Ministerrat geschlossen werden.

Et une tranche de CFL, une!

Selon ses propres mots, Lucien Lux juge que le piquet de protestation des syndicats FNCTFEL et Syprolux devant les portes de son ministère annoncé pour le lundi 28 novembre, n'a rien de "négatif". Et d'ajouter qu'il est bon que les syndicats exercent une certaine pression. De deux choses l'une: ou bien le ministre tente une offensive de charme, ou il est sincère et espère mettre un frein aux vellétés du conseil d'administration des CFL. Les divergences sont en effet plus éclatantes qu'il n'y paraît. Si la question de la joint venture pour le domaine du fret entre les CFL et Arcelor ne semble plus se poser, le statut des employé-e-s est l'objet d'âpres débats. Réitérant que le statut des cheminots actuellement en service ne sera pas réformé, le ministre des transports n'exclut pas une extension du nouveau statut au-delà de la joint venture - c'est-à-dire à l'ensemble du personnel des CFL. "Quoi qu'il arrive, il n'y aura pas de dumping social", tente de rassurer Lux, qui parle d'un possible statut semblable à celui des sidérurgistes, "dont les salaires de départ sont parfois plus élevés que ceux des cheminots". Ce jeudi 24 novembre, l'OGBL et le LCGB rassemblaient une centaine de manifestant-e-s devant le siège d'Arcelor en raison du difficile renouvellement de la convention collective avec la multinationale de l'acier. Les futurs employé-e-s de la joint venture savent à quoi s'en tenir.

Luxemburgs weiße Weste

In ihrem Jahresbericht für 2005, den die Europäische Stelle zur Beobachtung von Rassismus und Fremdenfeindlichkeit (EUMC) in dieser Woche vorgelegt hat, taucht Luxemburg so gut wie überhaupt nicht auf. Prima Sache, möchte man sagen und erleichtert durch den Stadtpark schlendern, in dem sich nach der jüngsten Drogenrazzia Menschen mit dunkler Hautfarbe vorerst nicht mehr blicken lassen. Doch die fehlende Erwähnung Luxemburgs bedeutet leider nicht, dass Rassismus hierzulande kein Problem ist. "Luxemburg leidet an der Abwesenheit sowohl offizieller wie auch inoffizieller Datenerfassung und -erforschung rassistischer Gewalt und Verbrechen", heißt es in einer Fußnote. Und so beziehen sich die wenigen Vermerke auf das Großherzogtum fast ausschließlich auf eine Ceps-Studie aus dem vergangenen Jahr. Wenig überraschend identifiziert die EUMC-Studie Schwarze als "am meisten gefährdete Gruppierung" im Land. Der Bericht erwähnt auch Fälle, in denen Schwarze in Restaurants nicht bedient worden seien. Häufiger als andere Bevölkerungsgruppen seien "Angehörige ausländischer Nationalität und ethnischer Minderheiten" zudem gezwungen, "in minderwertigen Behausungen" unter "unhygienischen Bedingungen" zu leben. Für die Nichteinhaltung der EU-Antidiskriminierungsrichtlinien ist Luxemburg vor den Europäischen Gerichtshof zitiert worden.

